

# Le syndicalisme d'industrie

Le syndicalisme de classe repose sur la dynamique d'industrie. La création de la Confédération générale du travail (CGT), en 1895, est matérialisée par le basculement de l'organisation par métiers vers l'organisation par industries (chimie, métallurgie, construction, santé, éducation. . .). Ce choix stratégique s'appuie sur un processus d'unification des prolétaires en syndicats et en fédérations syndicales d'industrie.

Désormais, chaque travailleuse et travailleur va se syndiquer dans une organisation de base qui ne tient compte ni de son métier, ni de son employeur, mais de la production de la marchandise ou du service à laquelle il participe. C'est en quoi ce mode de structuration est profondément politique, lui donnant par là même sa nature anti-capitaliste.

Car le syndicat d'industrie ne s'aligne pas sur les institutions capitalistes, privées (entreprises) comme publiques (établissements, collectivités, État), pour définir son périmètre professionnel de syndicalisation. Il a ainsi vocation à organiser tous les travailleurs de la branche, quel que soit leur statut (en formation, privés d'emploi, précaires, en CDI, à la retraite).

Il constitue un des axes centraux de la double besogne : agir au quotidien pour obtenir des avancées unifiant les salarié-e-s de l'industrie, mais surtout renforcer les capacités gestionnaires du prolétariat, c'est-à-dire préparer la collectivisation des moyens de production. C'est ainsi que la CGT gagnera l'application des conventions collectives nationales généralisées à toutes et tous. Les salarié-e-s de chaque industrie sont désormais unifié-e-s face au patronat de leur branche professionnelle.

## L'efficacité immédiate

En regroupant tous les salarié-e-s d'une même branche, le syndicat collectivise les expériences et les connaissances de tous ses membres. Il dispose ainsi d'une vision globale du terrain d'affrontement de classe, lui permettant de mobiliser en tenant compte de la réalité des forces et des faiblesses de l'adversaire. Il rompt avec la stratégie suicidaire qui consiste à mener de façon privilégiée la lutte sur le terrain de l'adversaire, l'entreprise capitaliste. Mais, surtout, il fédère les adhérent-e-s en donnant plus de puissance à chaque action. Il offre une réponse concrète à la division du travail que nous impose la gestion capitaliste. Cela est surtout vrai depuis les années 1970, où le patronat a bloqué l'action ouvrière en fragilisant les collectifs de travail à travers la filialisation, la sous-traitance, l'intérim, l'externalisation. . .

Mais le syndicat d'industrie est surtout l'outil indispensable pour sortir de la logique sociale-démocrate. Il ne

se limite pas à améliorer la condition des prolétaires sans remettre en cause le capitalisme. Au contraire, il conteste, de par sa structuration, la domination des prolétaires par les institutions capitalistes, privées comme publiques. Il refuse de porter le nom de son patron.

## Du contrôle ouvrier à la gestion socialiste

Le syndicat est l'organe politique de base de la confédération. C'est en assemblée générale du syndicat que les adhérent-e-s élaborent leurs stratégies, dans tous les domaines.

Un syndicat d'entreprise est incapable de voir plus loin que les frontières de son entreprise, puisqu'il ne syndique pas au-delà du contrat de travail imposé par le patron. Il favorise une bureaucratisation du syndicat en laissant à une « avant-garde » l'accès aux connaissances de l'industrie.

Dans les réunions des unions professionnelles de syndicats, seul-e-s les mandaté-es présent-e-s peuvent discuter avec des camarades d'autres syndicats d'entreprise.

Le syndicat d'entreprise s'enferme sur le terrain institutionnel choisi par la bourgeoisie. Ses membres sont dépossédés de la réflexion sur la finalité de leur travail. C'est en quoi un syndicat d'entreprise s'inscrit automatiquement dans une logique d'accompagnement du capitalisme. Il est le mode d'organisation naturel des syndicalistes jaunes, puisqu'il ne conteste pas les institutions capitalistes et n'agit que pour répartir la plus-value.

Le syndicat d'industrie, lui, permet aux adhérent-e-s d'engager une démarche de contrôle sur la production, de collectiviser les savoirs de toute la branche pour contester aux patrons leur mode de gestion. Mais c'est également l'organisation où il est possible d'élaborer un programme politique matériel. Non pas se limiter à des concepts abstraits (dictature du prolétariat, socialisme, communisme), mais produire un schéma de réorganisation de la production de l'industrie basé sur l'autogestion et la socialisation de tous les sites de travail.

Seuls les syndicats et fédérations d'industrie sont en capacité de produire un programme de transition du capitalisme vers le socialisme, en définissant concrètement les nouveaux modes de travail et les objectifs planifiés. Aucun autre outil (association, parti, comité de lutte, soviét, coopérative ou réseau d'éco-entreprises) n'est en capacité de le faire et condamne les salarié-e-s à espérer de façon illusoire une rupture avec le capitalisme, fantasmée mais pas préparée.

<https://www.syndicaliste.com/syndicalisme-d-industrie>

par les Comités Syndicalistes Révolutionnaires

en complément lisez leur fiche de formation n° 2